

AFAR TIMES

La revue du Monde Afar

DJIBOUTI

Une forêt en déclin

DJIBOUTI

Aux Origines de la dictature

TADJOURAH

Le port de Tadjourah en déchéance programmée

SAMARA

Convention de partenariats entre l'université de Samara et l'association Dimis & Redo

AFRIQUE

La Turquie renforce ses liens en Afrique

COURRIER DU LECTEUR

L'union politique des partis d'opposition

L'OMBRE DE LA DETTE CHINOISE

DJIBOUTI

■ La République de Djibouti : les origines de la dictature III.



Dans la continuité de mes deux articles, précédemment publiés dans Afar Times, j'aborde maintenant la période postindépendance. Me posant toujours les mêmes questions. Qui est comptable de la dérive autoritaire de l'Etat djiboutien et les crimes perpétrés, depuis 1977, (incarcérations arbitraires, tortures de masse, guerre civile, exécutions sommaires des civils) contre le peuple djiboutien? La violence politique procède-t-elle de la nature intrinsèquement mauvaise de l'Etat postcolonial ?

La conception des opérations de pacification et la planification de la logistique (ressources humaines et matérielles) relevaient de la seule prérogative du colonisateur. De surcroît, l'idéologie coloniale déniait aux colonisés la qualité d'êtres humains, les supplétifs de troupes coloniales ne pouvaient être tenus pour responsables des exactions commises sous les ordres de leurs officiers européens.

L'indépendance de Djibouti : une triste farce

Le 27 juin 1977, lorsque la République de Djibouti a acquis son indépendance, elle bénéficia de bonnes et délicates attentions de l'ancienne puissance de tutelle.

S'arrogeant le rôle de la marraine de la jeune République, les autorités françaises l'accompagnèrent dans les dédales à emprunter pour intégrer le concert des nations. « Le bébé fut bien emmailloté dans ses langes. » Je vous passe l'image ! Les deux pères de l'indépendance du pays, Hassan Gouled et Ahmed Dini, n'avaient qu'à se soumettre au protocole bien rôdé auquel tous les anciens territoires d'outre-mer s'étaient soumis. Sur de nombreux points, l'acquisition de la souveraineté nationale s'apparentait à une simple formalité administrative.

La classe politique dominante, regroupée autour de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (LPAI), semblait satisfaite de la tournure des événements. De leur côté, les autorités françaises étaient hostiles à l'instauration d'un régime démocratique.

Le parrainage de la France ne se limitait pas à la facilitation des formalités juridiques. Loin s'en faut. Elle s'est traduite par la mise en place d'un vaste réseau de fortifications autour du jeune Etat, pour son bien. Notamment dans le but d'assurer à la fois l'intégrité du pays et la stabilité du régime. **Car, de toute évidence, Djibouti avait besoin de la France.**

En même temps, la France, en restant aux côtés de ses amis Djiboutiens, veillait également à la sécurisation de ses propres intérêts géostratégiques. Car Djibouti offrait un observatoire idéal pour la surveillance du détroit de Babel-Mandeb et le trafic maritime remontant la mer Rouge. Pas moins de 20% du transit pétrolier passait par cette route maritime.

Djibouti avait besoin de la présence de la France à ses côtés parce que, aux lendemains de son indépendance, une fois n'est pas coutume, la corne de l'Afrique était en proie à ses crises et tourmentes habituelles. En effet, le 23 juillet 1977 éclatait la guerre de l'Ogaden. Les troupes somaliennes de **Mohamed Siad Barré** envahirent l'Ethiopie voisine dans le but de constituer la Grande Somalie. Dans ce contexte, il était malvenu de faire la fine bouche et récuser l'Accord de Défense proposé par les autorités françaises. Il y avait péril en la demeure. Même **Ahmed Dini**, qui doutait en 1976 de la pertinence d'abriter une base militaire étrangère, s'y était résigné. Réclamer le retrait des troupes françaises n'était plus à l'ordre du jour.

Où les vrais coupables, faut-il les chercher du côté des chefs d'Etat, Hassan Gouled (1977-1999) et Ismaël Omar Guelleh (depuis 1999), qui, au nom de l'hégémonisme tribal, ont érigé dans le pays un système totalitaire ? Qui est l'architecte de ce régime mortifère, la France ou les extrémistes Issa ?

L'Etat djiboutien : un monstre conçu par la Françafrique

A l'époque coloniale, le comptable de crimes et de répressions est bien connu. C'est la France. En effet, entre 1984 et 1977, la puissance de tutelle a manifesté une grande prodigalité dans le massacre de civils. Elle n'a pas hésité à éliminer sans état d'âme, des autochtones qui osaient s'opposer à elle ou la critiquer. Les sultans Afar, la tribu Kabbooba, des syndicalistes, des manifestants pacifiques dans le chef-lieu payèrent de lourds tributs. A partir de 1950, malgré leur bravoure, les citoyens, pris dans les institutions politiques truquées, faisaient l'objet d'un contrôle drastique.

Pour réprimer l'insubordination des colonisés, il était de coutume de recourir à des soldats « indigènes », forcés d'obéir aux ordres de leurs supérieurs.

■ La République de Djibouti : les origines de la dictature III.

Car le conflit pouvait s'étendre et embraser le petit pays qui n'avait ni armée ni moyens de se défendre contre un envahisseur.

D'autant plus que la menace n'était pas théorique. Outre la crainte de la conflagration de la région, il faut souligner que durant trois décennies (de 1950 à 1970), Addis-Abeba et les nationalistes pansomalistes de Mogadiscio s'étaient querellés au sujet de Djibouti. Chaque capitale prétendait, sans vergogne, que ce territoire faisait partie intégrante de ses possessions historiques.

La France, architecte de la dictature djiboutienne

Le réseau de Coopération française ressemblait à une toile d'araignée. Ses ramifications embrassaient tous les services civils et militaires de Djibouti : Accord de défense, Accords d'assistance militaire et technique, Base militaire, Accords de Coopération (Expatriés, Coopérants, Conseillers techniques). De ce fait, très mince était la marge de manœuvre des dirigeants du petit pays (350 000 habitants, superficie : 23 200 km², pays désertique sans ressources naturelles apparentes).

Il faut imaginer qu'au lendemain de l'indépendance, la présence française affichait des chiffres beaucoup plus conséquents. **A la veille de l'indépendance, entre 1968 et 1977, 10 000 soldats français quadrillaient la ville de Djibouti, alors que la colonie comptait 250 000 habitants.** Ce qui équivalait 1 soldat pour 25 personnes. Arrivé à ce niveau de présentation, on peut tirer la première conclusion : l'indépendance de Djibouti a été, dès le départ, une farce. La société civile, verrouillée, a validé le statu quo néocolonial. Les partis politiques n'ont pas eu leur mot à dire là-dessus. Ce fut, en matière de régime, un « copier-coller » de système politique sous lequel vivaient tous les anciens territoires d'Outre-mer, en dehors de la Guinée de Sékou Touré.



« La déco-lonisation, écrit Frantz Fanon, est véritablement création d'hommes nouveaux. Mais cette création ne reçoit sa légitimité d'aucune puissance surnaturelle : la « chose » colonisée devient homme dans le processus même par lequel elle se libère. »

L'autodétermination n'a pas créé « l'homme nouveau » à Djibouti. Alors, faut-il conclure que le pronostic de Frantz Fanon, quant aux virtualités induites sur le colonisé lors de la libération nationale, était faux. Ce serait un argument de la mauvaise foi. En effet, l'auteur de *Damnés de la Terre* faisait allusion à une vraie libération nationale, une vraie indépendance nationale. Et non à un simulacre d'indépendance.

Dans tous les cas, on constate que les relations nouées entre les deux Etats allaient, dans leur complicité, au-delà de simples et légitimes liens historiques et culturels. Après plusieurs années d'une coopération, entachée de crimes de ses alliés dans le Golfe de Tadjoura, **Paris a continué à financer, à former et à entraîner une dictature tribale et ses phalanges.** Partant de là, on ne peut s'empêcher de se s'interroger sur le niveau de complicité de la Françafrique sur certains sujets sensibles, comme la violation de droits de l'homme.

Les coopérants français participaient-ils aux opérations de torture des personnalités incarcérées à la Villa Christophe ? Aucun témoignage ne va dans ce sens. En revanche, tous les malheureux brutalisés par la brigade de Torture (à l'origine, des éléments appartenant exclusivement au sous-clan présidentiel) confirmaient que **les sous-officiers français travaillaient main dans la main dans la formalisation des interrogatoires.** De rares fois, ils venaient jetés un coup d'œil dans les cellules de prisonniers politiques...

Comment faut-il définir cette forme de complicité ? Jusqu'où allait sa complicité avec les crimes de masse perpétrés par le régime djiboutien ?

Sans la complicité de la France, la dictature aura-t-elle eu les moyens de résister aux forces de l'opposition civile et militaire qui se sont dressées contre elle, dès 1981 ?

Idriss Qadniito ■

■ La dette chinoise, une bombe à retardement

Djibouti a depuis quelques années accueilli avec empressement l'arrivée du géant chinois dans ce détroit de Bab El Mandeb très convoité par les puissances étrangères, un amour idyllique à l'ardoise salée emprunt d'un **surendettement qui menacerait sa souveraineté**. En effet, le pays fait l'objet de nombreuses critiques quant à sa gestion financière, en particulier concernant son endettement massif auprès de la Chine et les allégations de corruption qui entourent ces transactions.

Au cours des dix dernières années, Djibouti a emprunté des milliards de dollars à la Chine pour financer des projets d'infrastructure d'envergure, dont des ports, des chemins de fer, et des zones franches. Pékin, avec son Initiative des nouvelles routes de la soie, a trouvé dans Djibouti un partenaire idéal pour établir une présence stable en Afrique et contrôler le passage maritime par le détroit de Bab-el-Mandeb. Mais derrière cette vision ambitieuse, les chiffres inquiètent. Djibouti est désormais l'un des pays les plus endettés, **une dette estimée à plus de 70 % de son PIB détenue exclusivement par des créanciers chinois**. Cette dépendance croissante soulève des inquiétudes concernant la soutenabilité de la dette, notamment en raison des coûts élevés de certains projets, qui dépassent souvent les estimations initiales.

L'endettement de Djibouti envers la Chine a des répercussions sur plusieurs fronts économiques. Tout d'abord, le pays est confronté à un fardeau croissant de la dette, avec des paiements d'intérêts qui pèsent sur les budgets nationaux. En 2022, le service de la dette a atteint 104 millions de dollars, représentant une part significative des dépenses publiques. Cette situation limite la capacité du gouvernement à investir dans d'autres secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation et le développement social.

Des projets surdimensionnés et opaques

Parmi les projets phares financés par Pékin, citons la construction de la ligne ferroviaire Addis-Abeba-Djibouti, un projet de 4 milliards de dollars, et le port en eau profonde de Doraleh pour près de 500 millions de dollars. Si ces infrastructures sont présentées comme des leviers de développement, les retombées pour la population demeurent nébuleuses.



Base navale de la Chine à Doraleh

Le coût exorbitant de ces projets contraste avec le niveau de vie local, et leur rentabilité est remise en question.

La transparence de ces transactions pose également problème. Les observateurs internationaux déplorent le manque d'informations publiques sur les conditions de ces emprunts. Les montants, les taux d'intérêts, et les délais de remboursement sont souvent tenus secrets, soulevant des doutes sur leur légitimité et leur pertinence pour l'économie djiboutienne. Les critiques les plus virulentes pointent du doigt la corruption qui gangrène les institutions djiboutiennes, permettant au proche de Guelleh de tirer profit de ces financements colossaux au détriment du reste de la population.

Une rentabilité pas que financière

Pour la Chine, la rentabilité du prêt de son Exim Bank n'est pas uniquement financière, mais aussi économique. L'octroi de ce prêt est lié au recours des autorités djiboutiennes à des entreprises chinoises, à la fois à des entreprises prestataires de services qui réalisent les opérations de travaux publics, mais aussi à des entreprises qui produisent le matériel roulant (locomotives et wagons), les rails, la signalétique et tous les autres éléments nécessaires à la réalisation de l'ouvrage. En d'autres termes, même si la rentabilité financière du projet était nulle ou seulement faible, le projet générerait de manière indirecte du profit et de la croissance sur le territoire chinois.

Une impasse pour le peuple djiboutien

La dépendance de Djibouti à l'égard de la dette extérieure exacerbée par la corruption dans les marchés publics et la mauvaise gestion des finances publiques suscite ben des inquiétudes.

En Décembre 2022, Djibouti a annoncé suspendre le remboursement de sa dette envers la Chine en raison de difficultés économiques accentuées par la hausse des prix alimentaires mondiaux et la guerre en Ukraine. Le pays a renégocié sa dette liée au projet de chemin de fer avec l'Exim Bank de Chine, allongeant la période de remboursement à 30 ans et étendant la période de grâce à 10 ans. Les termes de ce report n'ont pas été divulgués car nettement en désavantage pour la République de Djibouti.

La perte de souveraineté : un risque concret

Au-delà de l'endettement, la dépendance financière de Djibouti envers la Chine pourrait à terme compromettre sa souveraineté. Pékin détient aujourd'hui un pouvoir de négociation conséquent sur le pays, et peut, en cas de défaut de paiement, exiger des concessions stratégiques. Certains analystes craignent que, faute de remboursement, Djibouti ne soit contraint de céder le contrôle de certaines infrastructures clés à des entités chinoises. Le cas du Sri Lanka, qui a dû céder son port de Hambantota à la Chine pour rembourser sa dette, alimente ces craintes d'une perte de contrôle.

De plus, la forte présence militaire chinoise à Djibouti au départ évalué à un millier ont décuplés en quelques années émettant des craintes au plus haut niveau de l'Etat, Guelleh aurait fait part de ces inquiétudes à Macron lors de sa visite officielle à l'Élysée en juillet 2024. Un sentiment partagé par la population djiboutienne qui voit d'un mauvais œil ces aises chinoises à 5km du port de Doraleh

TADJOURAH

■ Le port de Tadjourah en déchéance programmée

Situé sur la côte nord-est de Djibouti, le port de Tadjourah joue un rôle crucial dans la dynamique économique de la région. Disposant d'une position stratégique à proximité des voies maritimes importantes, le port est un point d'entrée vital pour le commerce maritime dans la région. Il sert non seulement Djibouti, mais aussi des pays voisins comme l'Éthiopie, qui dépendent fortement des infrastructures portuaires pour leurs importations et exportations. Inauguré en Juin 2017, le port peine cependant à trouver sa vitesse de croisière.

Une naissance sous contrainte

Le port de Tadjourah a été développé en réponse à des besoins logistiques croissants, notamment en raison des pressions du gouvernement éthiopien soucieux de diversifier son approvisionnement qui avait jeté son dévolu sur Tadjourah. Ville historique jadis connu pour ses activités commerciales avec l'Abyssinie, un port à Tadjourah devait permettre à l'Éthiopie, un pays sans accès direct à la mer, de renforcer ses échanges commerciaux et de diversifier ses voies d'approvisionnement. Et surtout d'alimenter en continu le Nord de l'Éthiopie notamment Mekelé la capitale du Tigré, fief du précédent gouvernement centrale éthiopien, le TPLF. Djibouti s'étant au début distingué par sa discrétion avait, après moult relances éthiopiennes, accepté à contre cœur l'établissement d'un port à Tadjourah. Et ce n'est pas faute d'avoir émises d'autres propositions.

Un port prometteur mais pas que...

Financé par un fonds kowétien le port, reparté sur 30 hectares, dispose d'un terminal destiné au traitement de la potasse – produit d'exportation clé de l'Éthiopie – d'une capacité de 200 tonnes par heure, de deux postes à quai de 435 mètres de longueur et un terminal roulier de 190 mètres. Tadjourah devait être capable à terme de **traiter 35% des marchandises en transit vers l'Éthiopie** selon le président de la DPFZA Aboubaker Omar Hadi. Sept ans après on est bien loin du chiffre escompté par ce dernier.



Vue aérienne du port de Tadjourah

Le port de Tadjourah, malgré des performances inédites constatés sur le plan national, ne bénéficie que 2 types de navires vraquiers – le charbon et la ferraille – pour une fréquence moyenne d'un navire par mois. L'affrètement des navires vers le port de Tadjourah est strictement encadré par le président des autorités portuaires, Aboubaker Omar Haid. Ainsi lorsque qu'une délégation éthiopienne d'hommes d'affaires, au terme d'une réunion de travail commença à manifester un intérêt solennel pour le port de Tadjourah, c'est d'un ton presque menaçant qu'il intima à son équipe d'orienter cette délégation vers le Port de Damejog, et en aucun cas vers celui de Tadjourah. **Une hostilité assumée vers ces régions du Nord et partagée au plus haut sommet de l'Etat.**

Malgré le manque de soutien gouvernemental, le port a réussi à maintenir un certain niveau d'activité. Les volumes de cargaison traités ont montré une résilience notable, en partie grâce à des initiatives privées et une population dévouée consciente des potentialités du port et les retombées économiques qui en découlent.

Le manque d'investissements dans les infrastructures nécessaires pour moderniser le port et améliorer son efficacité complique davantage l'avenir autrefois prometteur du port de Tadjourah. L'activité principale du port repose sur le déchargement et transbordement du charbon qui est déchargé sans équipements de sécurité et empiler à l'air libre dans l'attente d'être acheminé par voie routière. **Des opérations de manutentions qui inquiètent la population tadjourienne** et qui soulève de sérieuses préoccupations environnementales et sanitaires.

Le port de Tadjourah représente une opportunité économique sous-exploitée pour Djibouti, ses performances actuelles et son potentiel de croissance suggèrent qu'avec les bonnes initiatives, il pourrait devenir un acteur clé du commerce maritime en Afrique de l'Est.

Houmed A. ■

DJIBOUTI

■ La forêt primaire du Day en déclin

La forêt du Day, située dans la région de Tadjourah au nord-ouest de Djibouti, est l'un des rares espaces forestiers du pays et constitue un écosystème unique et précieux en Afrique de l'Est. Elle occupe une place importante en raison de sa biodiversité exceptionnelle et de son statut de zone écologique sensible. Cependant, au fil des décennies, la forêt du Day a subi une dégradation alarmante de sa couverture végétale, un phénomène qui menace non seulement l'environnement local, mais aussi les moyens de subsistance des communautés qui dépendent de cet écosystème.



Un écosystème unique en péril

La forêt du Day, classée parc national en 1939, se situe à une altitude de 1 500 à 1 700 mètres, au cœur du massif du Goda. Cette région, caractérisée par un climat semi-aride, bénéficie de conditions spécifiques qui permettent la croissance d'une végétation relativement dense. Elle abrite plusieurs espèces endémiques, comme le genévrier africain (*Juniperus procera*) et l'olivier d'Afrique (*Olea africana*), ainsi que de nombreuses espèces animales, dont certaines sont menacées d'extinction aujourd'hui. En raison de sa biodiversité unique, la forêt du Day est considérée comme une réserve naturelle d'importance nationale.

Malgré l'importance écologique de la forêt du Day, les efforts de protection et de reboisement de cette région restent largement insuffisants. **La forêt est passée de 1.500 ha en 1984 à moins de 900 ha aujourd'hui.** L'action de l'homme accentuée par la surpopulation et le manque de pluies sont d'ailleurs les principales causes de la dégradation de cette forêt. Plusieurs éléments indiquent aussi un manque de volonté politique dans la préservation de ce patrimoine naturel.

Djibouti manque cruellement de politiques environnementales spécifiques et efficaces pour la protection de la forêt du Day. Bien que des plans de conservation aient été envisagés, ils ne se sont souvent pas concrétisés ou ont été mal exécutés, faute de priorités claires et d'objectifs de long terme. Les décisions de protection restent souvent peu appliquées ou dépendent de financements étrangers, créant une dépendance et un manque d'engagement local.

Les initiatives de reboisement nécessaires pour restaurer la forêt du Day sont insuffisantes, faute de financement national. Peu de fonds sont alloués pour la mise en place de programmes de replantation ou pour la création de pépinières locales capables de fournir les jeunes plants d'espèces endémiques. Cette situation conduit à une absence de réponse à la déforestation et à l'érosion des sols, facteurs essentiels à l'avenir de la forêt.

La gestion durable des ressources naturelles nécessite l'adhésion des populations locales. Cependant, en raison d'un **manque de programmes de sensibilisation et de formation,** les communautés environnantes, qui dépendent de la forêt

pour le bois de chauffage et le pâturage, continuent d'exploiter la forêt sans pratique durable, accentuant la dégradation de l'écosystème.

Le manque de soutien et de communication de la part des autorités a renforcé cette dynamique destructrice.

Une lueur d'espoir

En Juillet dernier, le Fonds pour l'Environnement Mondial a débouqué un montant de 3,2 millions de dollars pour la conservation de la biodiversité et la restauration de la forêt du Day. Le projet sera mis en œuvre par le ministère de l'Environnement de Djibouti, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), sur une période de cinq ans.

Reste à savoir si ce projet ira à termes sans aucunes malversations comme constatés dans les précédents projets de reboisement de la forêt millénaire du Day.

SAMARA

Signature de Convention de Partenariat entre l'Université de Samara et l'Association Djiboutienne de Dimis-Reedo pour le développement Culturel et Linguistique.



Le 18 Octobre 2024 a eu lieu, dans la Capitale Régionale Afar d'Ethiopie, à Samara, une cérémonie de signature de Convention de partenariat entre deux grandes Organisations. Il s'agit de **l'Université de Samara** et **l'Association Djiboutienne Dimis& Reedo** dans le cadre de la Promotion Linguistique et Culturelle.

Ce partenariat porte sur plusieurs axes :

- * La promotion de recherche et développement de la Langue Afar.
- * Renforcement et Soutien mutuel pour le développement relatif à la Langue et la Culture Afare.
- * Sensibiliser le public sur l'importance de notre Langue ainsi lui donner un statut universel à notre Langue.
- * Faire de la Langue Afare une langue en phase avec l'ère numérique. Lui permettre des outils nécessaires afin de l'adapter aux Nouvelles Technologies.

La Convention a été signée par les 2 parties représentées d'une part, par **Mr Aden Ali Kabo**, Vice-Président en Charge de Département Recherches et Technologies de l'université de Samara et d'autres part la Présidente de l'association Djiboutienne Dimis& Reedo, **Mme Halima Aden Ali**.

Département de Relations Publiques.
Université de Samara.
Région d'Afar d'Ethiopie.

L'union politique des partis d'opposition, condition sine qua non pour la démocratisation de notre pays.



Presque 47 ans, notre pays est sous un régime dictatorial qui dirige notre chère Nation d'une main de fer. Après la Colonisation, le paysage politique Djiboutien s'est métamorphosé en une domination de parti Unique. Au fil du temps, les années se sont écoulées, la situation des partis politiques djiboutiens se sont détériorés.

Dans des Pays dits " démocratiques", les partis politiques d'opposition ont joué un rôle de premier plan lorsque le Peuple ne savait pas à quel saint se vouer. Ils ont été le fer de lance pour répondre aux " aspirations de leur peuples et sauver des crises institutionnelles". Ils sont les alternatives crédibles pour la majorité des peuples qui n'ont aucun recours contre la politique de leur gouvernement. Bien que ces partis politiques dites d'opposition trouvent leur Légitimité auprès de leur peuple et aussi de la part de leur gouvernement, leur Cas dans le paysage Politique Africain mérite d'y faire un détour et particulièrement le cas de l'opposition est une "exception inexplicable"... Personne n'ignore. Le continent Africain qui a le plus souffert des régimes antidémocratiques et Dictatoriales.

Les dirigeants des dictatures héritées de la Période Coloniale ont fait des partis d'opposition les boucs-émissaires de leur échec de gestion Politique et socio-économiques.

Ces mouvements de seconde option pour les peuples sont désignés comme des " bêtes " à abattre quelques soient les prix à payer. Qui dit partis d'oppositions dit morts, prisons, bakchich ou trahisons. Les marges de manœuvres se sont rétrécies à leur détriment. Le cas d'opposition djiboutienne est une "exception" particulière.

Après la fin de parti Unique en 1992 et le multipluralisme mis en place, des partis sont créés et lancés par plusieurs personnalités qui ont vu la mauvaise gestion Politique du parti au Pouvoir, le RPP. Ces partis étaient de plusieurs type.

Certains devenus ont fait le choix de mouvance Maquisard (Frud), d'autres de tendance socio-politiques (PRD, PND...).

Le multipartisme bien qu'adopté n'était qu'un leurre. Rien n'a changé sur le terrain. Le régime en place craignait de voir d'autres forces politiques qui pourraient sortir du lot.

Le pire dans ce drame et c'est là où le bât blesse, 30 ans après on n'a jamais assisté à voir une opposition unie et solide à part les législatives de 2003 sous le leadership du père d'indépendance feu Ahmed Dini Ahmed, avec la Coalition de l'U.A.D. Cette union historique entre l'opposition a fait emporter l'union de la Majorité présidentielle.

Après 2003, pour toutes les élections où ils se sont représentés, les Partis d'opposition n'ont jamais su unir leur Vision et leur idéologie pour venir à bout de ce régime. Ils venaient toujours en "ordre dispersés ". Il y a lieu de se rappeler que le régime va perdurer encore plus longtemps si les forces d'opposition ne cessent pas leur " course " en ordre dispersés.

Plus grave, dans les soi-disant partis d'opposition il se trouve qu'il y a des Leaders qui ont une vision tribale de la lutte pour un avènement d'un pays démocratique. Ce qui est impossible puisque l'esprit tribal ne peut cohabiter avec la Démocratie.

A l'heure actuelle, une vérité s'impose : les partis politiques d'opposition doivent modifier de fond en comble leur mode de fonctionnement et leurs programmes politiques par rapport aux années précédentes. Parce que la réalité et le contexte socio-politique ont changé.

Le citoyen Djiboutien veut voir une opposition unie et solide avec des programmes qui vont le faire sortir de cet " Enfer " interminable que le régime dominé par le RPP leur a imposé.

Hankara ■

TURQUIE – AFRIQUE

■ La Turquie renforce ses liens en Afrique



Djibouti, 3 novembre 2024 — La conférence sur le partenariat Turquie-Afrique qui s'est tenue cette semaine à Djibouti a marqué un tournant significatif dans les relations entre la Turquie et le continent africain. Rassemblant des dirigeants africains et turcs, cet événement a mis en lumière les ambitions mutuelles des deux régions pour renforcer leurs liens économiques, politiques et culturels.

Renforcer les échanges économiques

Lors de la conférence, les participants ont souligné la nécessité d'augmenter le volume des échanges commerciaux. Actuellement, le commerce entre la Turquie et l'Afrique reste en deçà de son potentiel, malgré une croissance significative ces dernières années. Les deux parties ont convenu de travailler sur des accords bilatéraux pour stimuler les investissements dans divers secteurs, notamment l'agriculture, la construction et les technologies.

Un autre point crucial abordé lors de cette rencontre a été l'éducation. La Turquie a proposé d'augmenter le nombre de bourses d'études pour les étudiants africains, favorisant ainsi les échanges culturels et académiques. Des programmes de formation professionnelle seront également mis en place, visant à développer les compétences locales et à renforcer l'employabilité des jeunes.

La question de la sécurité a également été au cœur des discussions. Les participants ont convenu de la nécessité d'une coopération accrue dans la lutte contre le terrorisme et la piraterie maritime, deux problématiques préoccupantes dans la région. La Turquie a proposé d'apporter son expertise dans le domaine de la sécurité, tout en soutenant les efforts africains pour stabiliser des zones sensibles.

La conférence de Djibouti représente une étape clé dans le rapprochement entre la Turquie et l'Afrique. Alors que les défis globaux tels que le changement climatique et les crises humanitaires persistent, cette alliance pourrait offrir des solutions innovantes et durables, redéfinissant ainsi les relations entre ces deux régions dynamiques.

Hassan M. ■